

François Hollande se rêve en chef de guerre... et se réveille Guy Mollet



Président du Conseil sous la Quatrième République, feu Guy Mollet, par ses aventures coloniales et militaires, donna raison, en Égypte notamment, aux marxistes et aux disciples de Clausewitz qui voyaient en la guerre un subterfuge pour distraire les opinions des problèmes économiques intérieurs et poursuivre la politique par d'autres moyens.

Avec Serge
Federbusch

1 - François Mollet de la Cinquième

Non, ce n'est pas une particule usurpée. C'est l'idéal-type vers lequel tend progressivement François Hollande qui ressemble chaque jour un peu plus à feu Guy Mollet. N'insistons pas, pour établir notre comparaison, sur les errements domestiques de l'ancien dirigeant et fossoyeur de la SFIO, si proches de ceux de l'hôte actuel de l'Élysée. Un discours de gauche, des réflexes de droite et une pratique désordonnée. Mais comparons plutôt leur action à l'étranger. Président du Conseil sous la Quatrième République, Mollet, par ses aventures coloniales et militaires, donna raison, en Égypte notamment, aux marxistes et aux disciples de Clausewitz qui voyaient en la guerre un subterfuge pour distraire les opinions des problèmes économiques intérieurs et poursuivre la politique par d'autres moyens.

Mali, Centrafrique, Somalie, Afghanistan, Irak : depuis deux ans la France de Hollande pousse à nouveau, presque subrepticement, les feux de l'interventionnisme armé, loin des postures traditionnellement pacifistes de la gauche. Si le principe peut se discuter au cas par cas, la méthode suivie est fidèle aux dérèglements observés en politique intérieure.

L'impréparation et l'intempestif règnent en effet en maîtres. **L'entourage du chef de l'Etat français s'est ainsi vanté que François Hollande a donné aux Américains les renseignements qui ont permis d'éliminer le chef des Shebabs somaliens. C'est une forfanterie inutile qui ne peut naturellement qu'attiser la haine terroriste contre la France.** Ce genre de pratiques doit rester secret le plus longtemps possible. Hormis une image de faux dur, la France n'a rien à gagner à révéler ces méthodes périlleuses au grand jour.

Se pose davantage encore la question de l'adéquation des moyens aux ambitions. Le cas irakien est très inquiétant. L'erreur souvent commise par les présidents démocrates américains, depuis la fin de la guerre de Corée, a été de vouloir mener la guerre sans en payer le prix humain, d'éviter l'engagement au sol en lui substituant un tapis de bombes hier et des nuées de drones aujourd'hui, de s'appuyer sur des relais et supplétifs locaux plus que douteux. Dans un pays comme l'Irak, le résultat risque de ressembler peu à peu au borbier vietnamien. Forte de six Rafale (on est prié de frémir ...), la France a décidé d'emboîter le pas hésitant d'Obama. Ces bombardements n'auront d'effets que symboliques mais ont d'ores et déjà provoqué l'enlèvement d'un Français en Algérie. Si le conflit s'enlise, rapt et attentats, en France et à l'étranger, vont ajouter au climat délétère qui règne dans notre pays. La gauche caviar

devra-t-elle renoncer à ses riads marocains ? Ce serait la fin des méchouis, la deuxième mort politique de DSK. Venir en aide aux Chrétiens irakiens et à tous les opprimés du califat islamique est louable. Mais il faut y mettre les moyens.

De mauvais esprits imagineront bientôt que ces aventures martiales mal engagées ont pour objectif principal de redorer le blason de l'Elysée.

Et même, *horresco referens*, que de possibles attentats sont froidement envisagés comme pouvant resserrer les rangs nationaux. "Je ne veux pas faire peur à nos concitoyens mais ... nous n'avons jamais fait face à une telle menace" vient de déclarer Manuel Valls. Brrr ... Mais l'impopularité du "pouvoir" actuel est telle que la réédition de la triste épidémie meurtrière de 1986 n'a que très peu de chance de le renforcer.

Dans quelques jours doivent être attribués les fameux prix IG Nobel, dont celui de la paix, distinguant les inventions et initiatives loufoques, aventureuses ou contre-productives, en tout domaine. Si François Hollande obtient, en matière diplomatico-militaire, les mêmes résultats apaisants que ceux qu'il promettait aux Français en politique intérieure, il sera difficile de lui refuser pareille distinction.

2 - La querelle des anciens et des anciens

C'est partout le triomphe des ex. Ex président contre ex Premiers ministres à droite. Ex concubines à scooter aux abords de l'Elysée. Nicolas Sarkozy a menti quand il a déclaré qu'il faisait de la politique depuis trente-cinq ans. C'est bientôt quarante-cinq dont il s'agit. Il faut dire qu'il a commencé jeune. Alain Juppé envisage de terminer un mandat élyséen à l'âge de 76 ans en 2020. François Fillon est un perdreau presque aussi tendre que François Bayrou. Pour donner le change, quelques alibis trentenaires serviront au casting. La déprime sénescence qui gagne la France n'est pas près de guérir.

3 - Avis aux djihadistes

Vous êtes priés de voler dorénavant sur Air France et Transavia, le gouvernement français assurant la prise en charge des billets et les formalités de débarquement.

4 - Merkel de bois

L'absence quasi totale de réformes précises dans la conférence de presse de François Hollande et dans la déclaration de politique générale de Manuel Valls est mal reçue, il fallait s'y attendre, à Berlin. Quand bien même la Commission européenne ferait semblant une nouvelle fois de croire aux promesses d'ivrogne budgétaire de la France et renoncerait à lui appliquer les sanctions prévus par les traités, Draghi et Merkel ne pourront, sauf à se ridiculiser, que repousser les pressions françaises pour qu'on actionne la planche à billets. **L'inertie de Hollande conduit donc à davantage de crispation et de paralysie à Francfort et Berlin.**

Du reste, le montant des prêts alloués jeudi dernier par la BCE aux banques de la zone euro a été très inférieur aux estimations, à peine plus de 80 milliards d'euros alors que les "eurooptimistes" béats annonçaient que les établissements concernés allaient se ruer sur ces facilités. Mais une croissance atone est un obstacle primordial à la distribution de crédits. "Des réformes structurelles courageuses (pour) améliorer la compétitivité des entreprises sont cruciales pour les conditions d'activité des entreprises", a déclaré Draghi dans la foulée alors que Noyer, gouverneur de l'anachronique Banque de France, excluait au même moment tout assouplissement quantitatif sous forme de rachat de dette publique. En Allemagne, Merkel et Schauble ne veulent pas entendre parler d'augmentation des dépenses publiques. **Bref, c'est l'Europe des chiens de faïence.**

La dernière digue contre l'effondrement des finances publiques françaises est la faiblesse du coût du refinancement de notre énorme dette. Il ne faudrait pas que les Chinois, dont l'économie ralentit, ou les producteurs de matières premières, dont les recettes faiblissent pour cause de baisse des cours, aient soudain l'envie ou le besoin de réduire leurs achats d'obligations du Trésor français : l'enchaînement tragique pourrait alors se nouer et l'Etat se révéler incapable de financer ses dépenses mêmes courantes.

Comment dit-il déjà ? "Les résultats tardent à venir ..."

5 - A propos de résultats

Depuis 11 mois, l'emploi se contracte en France et l'activité économique est en berne. Le déficit public dépassera certainement les 5 % du PIB comme nous l'annoncions il y a déjà pas mal de temps. Les perceptions n'ont pas fini de brûler en province...

A lire de l'auteur de cet article : ["Français, prêts pour votre prochaine révolution ?"](#), de Serge Federbusch, publié chez [Ixelles](#), 2014. Pour acheter ce livre, [cliquez ici](#).

